

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage **20.04.2024**

Thema **Keine Einschränkung**
Schlagworte **Stellungnahmen zu fremden Konflikten**
Akteure **Syrien**
Prozesstypen **Keine Einschränkung**
Datum **01.01.1990 - 01.01.2020**

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Bovey, Audrey
Caretti, Brigitte
Käppeli, Anita
Pasquier, Emilia

Bevorzugte Zitierweise

Bovey, Audrey; Caretti, Brigitte; Käppeli, Anita; Pasquier, Emilia 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Stellungnahmen zu fremden Konflikten, Syrien, 1990 - 2018*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Aussenpolitik	1
Beziehungen zu internationalen Organisationen	1
Zwischenstaatliche Beziehungen	1
Aussenwirtschaftspolitik	2

Abkürzungsverzeichnis

UNO Organisation der Vereinten Nationen
APK-NR Aussenpolitische Kommission des Nationalrates
EDA Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

ONU Organisation des Nations unies
CPE-CN Commission de politique extérieure du Conseil national
DFAE Département fédéral des affaires étrangères

Allgemeine Chronik

Aussenpolitik

Aussenpolitik

ANDERES
DATUM: 28.05.2018
AUDREY BOVEY

Le 28 mai 2018, la chambre basse s'est penchée sur la **déclaration du Conseil national: «Stop aux crimes de guerre en Syrie»**. En effet, selon l'article 32 du Règlement du Conseil national, ce dernier a la possibilité, «sur proposition de la majorité d'une commission, [de] faire une déclaration sur un événement ou un problème important de politique extérieure ou intérieure». La chambre du peuple a déjà eu recours à un tel instrument en 2013, dans le cadre du conflit fiscal avec les Etats-Unis, et en 2004, à propos de l'Euro 2008. Ainsi, le 20 mars 2018, par le biais d'une nouvelle déclaration, une majorité de la CPE-CN (15 voix en faveur de la déclaration, 7 contre et 2 abstentions) condamne avec la plus grande fermeté les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire constatées dans le contexte du conflit syrien. L'ensemble des parties concernées sont appelées à cesser immédiatement leurs interventions militaires et le Conseil fédéral reçoit l'injonction de jouer de toute son influence pour que l'ONU appelle une nouvelle fois à un cessez-le-feu.

Au Conseil national, la question de la neutralité helvétique occupe une part importante des débats. Si pour la plupart des parlementaires, être neutre n'empêche pas la dénonciation des atrocités commises en Syrie, pour l'UDC, le texte proposé par la CPE-CN est incompatible avec le principe de neutralité et risquerait de créer un précédent incitant à l'ingérence du Parlement dans l'ensemble des conflits et crises humanitaires recensés de part et d'autre du globe. A la tête du DFAE, Ignazio Cassis joue quant à lui la sécurité. Refusant de prendre position sur la déclaration émanant directement du Parlement, il rappelle toutefois que le Conseil fédéral s'est à maintes reprises montré critique vis-à-vis de la situation en Syrie.

La proposition de la CPE-CN est en définitive acceptée par une majorité de la chambre basse (116 voix pour, 57 contre et 13 abstentions), l'opposition émanant en exclusivité des rangs de l'Union démocratique du centre.¹

Beziehungen zu internationalen Organisationen

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 14.01.2013
EMILIA PASQUIER

La Confédération a rédigé une lettre à l'intention du Conseil de sécurité des Nations Unies. La Suisse demande que les **accusations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis en Syrie** soient portées devant la Cour pénale internationale. Cette revendication a reçu le soutien de 56 Etats.²

Zwischenstaatliche Beziehungen

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 18.08.2011
ANITA KÄPPELI

Im Zuge der politischen Unruhen in nordafrikanischen Ländern und Teilen des Nahen Ostens formierten sich auch in Syrien oppositionelle Kräfte gegen das Regime Assad und forderten während Wochen den Rücktritt des Präsidenten. Die Sicherheitskräfte unterdrückten daraufhin die Demonstrationen gewaltsam. Aus Protest gegen die Angriffe auf die syrische Zivilbevölkerung rief der Bundesrat im August den **Schweizer Botschafter in Damaskus zu Konsultationen zurück nach Bern**. Bereits im Mai hatte der Bundesrat Sanktionen gegen das Regime von Präsident Asad verhängt und diese im August weiter verschärft.³

MOTION
DATUM: 21.12.2011
ANITA KÄPPELI

Der Nationalrat nahm in der Wintersession eine Motion seiner Aussenpolitischen Kommission an, welche die Landesregierung beauftragte, sich auf internationaler Ebene für die **kurdische Minderheit in Syrien** einzusetzen und damit die Diskriminierungen dieser Bevölkerungsgruppe zu bekämpfen.⁴

MOTION

DATUM: 08.03.2012
EMILIA PASQUIER

Le Conseil des Etats a suivi le Conseil national au sujet d'une motion visant à supprimer les discriminations à l'égard de la **minorité kurde en Syrie**. Par cette motion, la CPE-CN demande au gouvernement que la Suisse s'engage activement au sein des organisations internationales et des autorités concernées en faveur des minorités kurdes. Suite à la répression des mouvements contestataires en Syrie, le Conseil fédéral a accepté la motion en précisant qu'au vu de la situation politique, le gouvernement s'engagerait pour le respect des droits humains du peuple Syrien et en particulier des minorités ethniques et religieuses.⁵

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 09.06.2012
EMILIA PASQUIER

Les **sanctions** contre la Syrie, notamment dans le domaine des banques et des assurances, ont été renforcées en juin, puis en décembre de l'année sous revue.⁶

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 15.11.2012
EMILIA PASQUIER

La Suisse a ensuite appelé les acteurs du conflit syrien à **respecter le droit international**, afin d'éviter de nouvelles dégradations de la situation humanitaire en Syrie. Le DFAE a rappelé les trois axes de l'engagement de la Suisse en Syrie: la volonté de trouver une solution politique, la lutte contre l'impunité et enfin le soutien humanitaire à la Syrie.⁷

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 20.12.2012
EMILIA PASQUIER

Suite aux violations systématiques de la Syrie des résolutions onusiennes et plus particulièrement suite au massacre de Houla, la Suisse a déclaré **l'ambassadrice de Syrie en Suisse "persona non grata"**⁸

Aussenwirtschaftspolitik

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 27.11.1990
BRIGITTE CARETTI

Le **Conseil fédéral** décréta, en novembre, un élargissement de l'interdiction des **livraisons d'armes** à toute la péninsule arabique. Une telle prohibition était effectivement déjà en vigueur, depuis 1980, en direction de l'Iran et de l'Irak. Des voix s'élevèrent cependant pour souhaiter que cette mesure soit également appliquée à la Turquie ainsi qu'à toutes les nations engagées dans la crise du Golfe.⁹

1) BO CN, 2018, p. 591 ss.; Proposition de la CPE-CN, 20 mars 2018

2) Communiqué du DFAE du 14.1.13.

3) Medienmitteilung EDA vom 18.8.11; NZZ, 19.5. und 18.8.11.

4) AB NR, 2011, S. 2181 f.; BBI, 2011, S. 4038.

5) BO CN, 2011, p. 2181; BO CE, 2012, p. 151s.

6) NZZ, 9.6.12.

7) Communiqué du DFAE du 15.11.12.

8) Communiqué du DFAE du 29.5. et 20.12.12.

9) Presse des 15.11. et 22.11.90; TW, 27.11.90; Europa, 1990, no 10-12, p. 7.